

[Texte]

tourist-oriented city. John, perhaps you could just say a few words on this.

Mr. Nystrom: He is also one of my neighbours.

Mr. Lawson: I am a part owner of what we classify as a heritage inn—an 11-bedroom property here in Ottawa. We do not have any computerized system for calculating the various taxes on our customers' hotel bills. You can imagine the poor gal behind the front desk each day trying to calculate our clients' bills. It is going to be a very complicated job if we have to put up with a two-tier tax system, two remittances. We are quite concerned about that, as are of course many of our members. In Canada 85% of the businesses in tourism are classified as small business.

Mr. Whittaker: Are you saying in the brief you presented today that the tax as stated now should not go ahead, that they should go back to the drawing board and make it simpler?

Mr. Rowe: We are saying two things. First, we are saying that the tax should indeed be reduced in percentage and broadened in scope with few, if any, exemptions because we believe exemptions just lead to all kinds of problems and get out of hand very quickly.

Secondly, we strongly urge that another run be taken with the provinces to come up with some single approach to taxation. Someone asked earlier how that might be done in the retail group. The only answer we have is through continued negotiation. There just has to be a move there. From what a number of our members tell us across the country, with the shock wave that occurred with the 9% and the shock wave from presentation of the GST itself, we suspect there might be far better reception at the provincial level now than there was before. If that was a political tactic, Mr. Chairman, perhaps it is going to work.

The Chairman: Good tactic.

Mr. Whittaker: I noted with some interest on page 7, because we ran into this in the agricultural industry last year, that you stated that at least one major bank has directed its branches not to make loans to the tourism business until further notice. Has this expanded?

Mr. Rowe: We were absolutely paralytic with shock at that because as an industry we have had a very difficult time with financial institutions. As a matter of fact, a

[Traduction]

implanté dans une très grande ville axée sur le tourisme. John, peut-être pourriez-vous dire quelques mots à ce sujet.

M. Nystrom: C'est aussi l'un de mes voisins.

M. Lawson: Je suis copropriétaire de ce que l'on appelle une auberge du patrimoine, une propriété de 11 chambres, ici à Ottawa. Nous n'avons pas de système informatique pour calculer les diverses taxes relatives aux notes d'hôtel de nos clients. Imaginez le travail de la pauvre fille derrière le comptoir à qui l'on demandera d'essayer de calculer les notes de frais de notre clientèle. Ce sera une tâche très complexe si nous devons appliquer un système de taxation à deux paliers, deux remises. Cela nous inquiète énormément, comme d'ailleurs un grand nombre de nos membres. Au Canada, 85 p. 100 des entreprises touristiques entrent dans la catégorie des petites entreprises.

M. Whittaker: Dans le mémoire que vous présentez aujourd'hui, recommandez-vous que la taxe sous sa forme actuelle ne soit pas adoptée, que le gouvernement reprenne tout du début et prévoie quelque chose de plus simple?

M. Rowe: Nous souhaitons deux choses. Premièrement, le pourcentage de la taxe devrait être réduit et son assiette élargie. Il ne devrait y avoir que peu ou pas d'exonérations parce qu'à notre avis, les exonérations sont sources de multiples problèmes et échappent rapidement à tout contrôle.

Deuxièmement, nous invitons instamment le gouvernement à faire une autre tentative pour s'entendre avec les provinces afin d'élaborer un mécanisme de taxation unique. Quelqu'un a demandé tout à l'heure comment cela pourrait se faire au niveau du détail. La seule réponse que nous ayons c'est par le biais de négociations. Il faut absolument faire un effort en ce sens. D'après ce qu'un grand nombre de nos membres disséminés un peu partout au pays nous disent, compte tenu de l'onde de choc causée par l'annonce de la TPS à un taux aussi élevé que 9 p. 100, nous pensons qu'une démarche auprès des autorités provinciales risque d'être plus favorablement accueillie maintenant qu'auparavant. S'il s'agissait d'une tactique politique, monsieur le président, elle va peut-être marcher.

Le président: Bonne tactique.

M. Whittaker: Il y a une chose qui a attiré mon attention à la page 7 parce que c'est un problème qui a surgi dans l'industrie agricole l'année dernière. Vous mentionnez qu'au moins une grande banque a ordonné à ses succursales de ne pas consentir de prêts aux entreprises touristiques jusqu'à nouvel ordre. Cette initiative a-t-elle été suivie par d'autres établissements financiers?

M. Rowe: Nous avons littéralement été choqués par cette décision parce qu'en tant qu'industrie, nous avons beaucoup de mal à traiter avec les institutions financières.